

5 décembre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le dérèglement climatique, au Bourget le 5 décembre 2015

Monsieur le Secrétaire général des Nations unies, cher BAN Ki-moon,  
Mesdames, Messieurs les Chefs de gouvernement,  
Mesdames, Messieurs les ministres,  
Monsieur le Président de la COP 21,  
Mesdames, Messieurs les Délégués,  
Mesdames, Messieurs,

C'est donc l'Action Day, c'est-à-dire la mobilisation de tous les acteurs, de tous ceux qui ont fait le choix de s'engager pour le climat, je pense aux collectivités locales, aux autorités locales, aux entreprises, aux syndicats, aux grandes organisations non gouvernementales et même aux institutions financières et aux scientifiques. C'est le vaste mouvement que le Secrétaire général des Nations unies avait voulu lancer, c'était à New York, lors de l'Assemblée générale des Nations unies et je veux ici en remercier tout particulièrement le Secrétaire général BAN Ki-moon.

Une première journée de l'action avait été organisée à Lima en décembre 2014, il y a un an, et nous avons voulu qu'il y ait une nouvelle journée à Paris, dans le cadre de la Conférence sur le climat mais chacun comprend que cette journée prend un sens différent, puisque c'est la journée qui permet aussi de faire pression et d'appeler à un accord. Mais cette journée, c'est aussi une démonstration par les initiatives, par votre présence, qu'il est possible de mettre en place un plan d'action concrète qui peut entrer en vigueur avant même que l'accord sur le climat, l'accord de Paris - je l'espère -, puisse lui-même intervenir, c'est-à-dire avant 2020.

Pour réussir Paris, l'accord des Etats est incontournable. Ils doivent prendre toutes leurs responsabilités pour créer le cadre juridique qui nous permettra de contenir la hausse des températures en-dessous de deux degrés. C'est l'objet de la négociation et elle n'est pas terminée et elle est même dans sa phase cruciale et c'est vous, Monsieur le Président, Laurent FABIUS, qui conduisez ce processus.

Chacun comprend que nous sommes entrés dans une zone, une période où le meilleur peut sortir mais que le pire est possible. Le pire, ce serait que les chefs d'Etat et de gouvernement, ceux-là mêmes qui sont venus ici et qui ont donné une impulsion politique, ne parviennent pas à convaincre les négociateurs d'aboutir à un accord ambitieux. Je ne veux pas croire à ce scénario et c'est pourquoi nous devons travailler, travailler encore.

Mais vous, vous avez décidé de prendre de l'avance et d'engager un processus de politiques climatiques dans vos domaines d'intervention. Le plan d'action Lima-Paris constitue une formidable plate-forme d'innovations et je souhaite, au nom de la France, que cet instrument, le Plan d'action Lima-Paris, puisse se poursuivre et même se renforcer, que sa légitimité puisse être encore élargie et que tous les acteurs qui en feraient la demande, puissent venir trouver leur place. Toutes les expertises, toutes les expériences peuvent être utiles.

Nous devons tout faire, où que nous soyons, pour sauver la planète, notre maison commune, c'est-à-dire d'abord protéger ce qui nous permet de respirer : les forêts et les océans et ils absorbent un quart du CO2 émis chaque année par les hommes et ils rejettent de l'oxygène et régulent la température. C'est pourquoi il était si important que des initiatives soient lancées ici à Paris. La déclaration de New York sur les forêts a fédéré plus de 170 signataires Etats

Paris. La déclaration de New York sur les forêts a recueilli plus de 170 signataires États, communautés indigènes, multinationales, ONG, régions - et ces signataires excluent désormais la déforestation de leur chaîne d'approvisionnement et contribuent à la restauration de millions d'hectares de forêts. Puis il y a le Pacte de Paris pour l'Eau qui réunit 305 organisations, 87 pays, 27 entreprises, et les premiers partenariats pour la protection des océans se mettent en place.

Lors du sommet des chefs d'Etat africains que j'ai ouvert - c'était mardi - un appui, je l'espère décisif, a été apporté à l'initiative de la Grande muraille verte qui part de Mauritanie jusqu'à Djibouti et qui vise à arrêter la désertification, à restaurer les terres dégradées. Nous avons également lancé un plan pour le lac Tchad et également pour les énergies renouvelables.

Hier, j'ai participé au Sommet mondial des élus locaux, organisé par la maire de Paris, Anne Hidalgo et par Michael Bloomberg. Ce sommet a réuni des centaines de villes et d'autorités locales du monde entier pour adapter les moyens de développement, réduire les émissions, mobiliser les financements nécessaires. Les plus grandes métropoles ont décidé de consacrer 10% de leur budget aux mesures de résilience aux risques climatiques, ce qui représente un engagement de plus de 5 milliards.

L'enjeu, est de construire l'habitat de demain, le monde urbain de demain et là aussi, des initiatives ont été prises. L'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction qui réunit des gouvernements, des professionnels, des organisations internationales pour mettre en place des solutions qui réduiront l'impact environnemental de ce secteur qui, je le rappelle, représente 30% des émissions mondiales de CO2. Il y a eu aussi grâce à Paris, grâce à vous, des projets sur la promotion des véhicules propres, sur l'urbanisation durable, qui ont été présentés.

Mais nous devons également transformer nos modèles de production, préparer l'économie de l'après carbone. Là aussi, une large coalition s'est formée pour donner un prix au carbone, ce que des régions, des États, ont commencé à faire, ce que des gouvernements ont décidé de faire, ce que l'Europe avait déjà engagé avec un marché du carbone. Ce n'est pas dans l'accord mais c'est déjà une manière de préparer l'accord et les entreprises qui jusqu'à présent étaient réticentes à avoir des contributions carbone, des prix du carbone, des taxes sur le carbone, ont compris que c'était aussi une manière, à condition que ce soit organisé à large échelle, une manière de changer les investissements et d'orienter un certain nombre de choix.

Il y a eu également le plan pour l'accès à l'électricité pour l'Afrique via les énergies renouvelables. Il y a eu un Corridor africain pour l'énergie propre qui a été lancé ici permettant que des financements puissent être apportés. Toujours lors de cette conférence, le Premier ministre indien, monsieur Modi, a lancé l'Alliance solaire - nous y étions - pour promouvoir l'accès de tous à cette énergie. Nous voyons donc que pendant cette conférence, les esprits ont évolué. Des choix ont été faits, des initiatives ont été prises, des engagements ont été affirmés y compris dans la sphère financière plus de 80 banques commerciales, 30 investisseurs ont déclaré augmenter leurs financements en faveur de l'efficacité énergétique - la même sphère financière prend désormais en compte non seulement ce qu'on appelle des ratios prudentiels, mais finalement quel meilleur ratio prudentiel que celui sur le climat ? La sphère financière maintenant prend en compte ce risque, ce qui contribuera à réorienter les investissements.

Une coalition pour la décarbonation des portefeuilles a été également constituée. Elle permettra la réallocation de 230 milliards de dollars d'actifs vers des secteurs bas carbone. Nous avons besoin de ces financements, mais on a aussi besoin de transferts de technologies. Dans ce domaine également, des initiatives ont été lancées - je pense à la mission Innovation qui regroupe les pays qui s'engagent - et la France en est un - à doubler l'investissement public de la recherche et développement de l'énergie propre d'ici à 2020. Une vingtaine de très grands investisseurs privés dont Bill Gates sont venus des cinq continents pour s'associer à ce projet. Enfin, il y a la plateforme internationale d'enregistrement des engagements, NAZCA, qui a été définie il y a un an, lancée tout aussitôt. Elle est aujourd'hui reconnue par de nombreuses parties à la Convention, par les acteurs non étatiques comme un outil clé de reconnaissance de leurs efforts, de suivi des engagements. NAZCA affiche aujourd'hui plus de 10.000 engagements pris par les entreprises, les institutions financières, les fondations. Et NAZCA va devenir la base de

données d'enregistrement de suivi de l'ensemble des promesses qui ont pu être faites.

Voilà ce qu'a déjà produit Paris, voilà les enjeux qui nous rassemblent. Notre planète a besoin de nous tous et vous démontrez, vous, acteurs non étatiques, par les initiatives que vous avez prises, que l'action n'attend pas la conclusion de l'accord mais en même temps, il faut un accord. Nous sommes à la fin de la première semaine de la Conférence sur le climat, il n'y en aura que deux. Il faut réussir la première et surtout permettre à la seconde de déboucher sur un accord.

Je veux saluer le travail des négociateurs qui ont remis leur texte ce matin et il préfigure ce que peut être la conclusion mais ce n'est pas encore l'accord. Il appartient donc au Président de la COP, avec les ministres et les représentants de chaque gouvernement, de lever les options, de trouver des compromis, de trancher sur les points difficiles sans que l'ambition puisse être progressivement amoindrie. Je lance donc devant vous un appel pour que nous soyons capables de dépasser les intérêts, les intérêts des régions, des pays, les intérêts qui sont ceux de nos niveaux de développement, pour que nous puissions être si je puis dire, à la hauteur de la planète dans son ensemble. Je demande à ceux qui voudraient viser trop haut qu'ils fassent attention de ne pas avoir raison tout seuls, je demande aussi à ceux qui voudraient se contenter du minimum qu'à ce moment-là, ils risquent d'avoir le maximum de catastrophes.

Je leur demande donc à tous de prendre conscience que les peuples mais surtout les générations à venir seront sévères à l'égard des représentants des gouvernements et des Etats, c'est-à-dire les chefs d'Etat et de gouvernement qui n'auront pas pris leurs responsabilités et qui n'auront pas fait le choix d'un accord universel, contraignant, différencié. Je lance un appel parce que je sais que c'est dans ces prochains jours que tout se décidera et en même temps j'ai confiance car vous êtes là, vous nous indiquez le chemin, vous portez des solutions, vous prenez des initiatives, alors je regarde déjà tout le travail qui a été mené depuis des semaines et des semaines, pour ne pas dire des mois, et pour certains, des années. Je veux ici dire à Al GORE tout le respect que sa démarche nous inspire encore aujourd'hui. Oui, la justice climatique s'est imposée comme le thème de cette Conférence mais nous devons demander la participation de tous à l'effort. Nous savons les points qui sont encore difficiles : le mécanisme de révision pour limiter le réchauffement à moins de 2 degrés d'ici la fin du siècle, l'ampleur des financements, la question de la différenciation, le partage des technologies. Nous savons tout cela et en même temps, nous pensons qu'aucune de ces questions n'empêche de trouver une solution.

Nous y sommes presque, nous avons fait l'essentiel du chemin. Il nous reste encore quelques foulées pour atteindre le point d'arrivée mais cette journée d'Action Day nous donne justement l'impulsion nécessaire, le souffle indispensable, la force de vos initiatives. Nous sommes tout près d'un accord et nous aurons, grâce à vous, un accord.

Merci.